

RWANDA

Paul Kagame

« Au Jugement dernier, j'obtiendrai de bien meilleures notes que ceux qui osent nous condamner »

Lutte contre le coronavirus, relations avec ses voisins et avec la France, état des droits de l'homme dans son pays... Le chef de l'État s'explique, parfois tranchant, toujours pragmatique.

PROPOS RECUEILLIS PAR FRANÇOIS SOUDAN ET NICHOLAS NORBROOK

« **L**e Wakanda existe, je l'ai rencontré! » écrivait à la fin de mai une blogueuse américaine, enthousiaste à son retour du Rwanda, sur la plateforme web Medium. Pas de doute: vingt-six ans après l'Armageddon qui a dévasté ses mille collines, le pays du « président digital » Paul Kagame continue de fasciner des milliers de fans étrangers, dont bon nombre de jeunes diplômés africains, sidérés par le *leapfrogging* étourdissant qui le propulse au seuil de la quatrième révolution industrielle.

La pandémie de coronavirus qui a obligé le Rwanda à fermer ses écoutilles, lui dont le développement repose sur l'extraversion, va-t-elle remettre en question ce grand bond en avant? Même si le bilan reste faible à ce

jour (moins d'un millier de cas déclarés et une petite poignée de décès au 25 juin), les conséquences de la mise en apnée forcée de l'économie rwandaise peuvent être lourdes. En particulier pour le redémarrage des grands chantiers (Kigali Innovation City et le projet de Cité verte entre autres, 7 milliards de dollars d'investissements à eux deux) et celui du tourisme haut de gamme.

Les prévisions de croissance pour 2020 étant ce qu'elles sont (2%, au lieu des 9,5% escomptés), les quelque treize millions de Rwandais devront donc une nouvelle fois tester leur capacité de résilience. Les vertus de discipline et d'ardeur au travail dont ils ont su faire preuve, sous la houlette d'un président désormais sexagénaire, pour qui démocratie rime avec ordre et sécurité plutôt qu'avec la conception occidentale des droits de l'homme et des libertés, devraient les y aider.

Lors de l'entretien par visioconférence, le 19 juin.

Jeune Afrique: Le Rwanda est jusqu'ici relativement peu touché par la pandémie de coronavirus, mais le nombre de cas déclarés augmente. Comment gérez-vous cette situation?

Paul Kagame: Du mieux que nous le pouvons. Le confinement nous a beaucoup aidés: il a permis de mettre en place un processus rigoureux de tests, d'isolements et de traitements. Mais, avec le déconfinement progressif, il y a eu une résurgence de cas importés de chez nos voisins dans certains districts frontaliers. Pour l'essentiel, ces contaminations sont le fait de chauffeurs routiers qui transportent des marchandises en provenance des ports de Mombasa et de Dar es-Salaam. Il nous a donc fallu prendre de nouvelles mesures restrictives dans les régions affectées, en coordination, bien sûr, avec les autorités ougandaises et tanzaniennes, car il ne s'agit pas de mettre qui que ce soit à l'index ni de prétendre que l'épidémie n'a pas d'aspects purement endogènes. Nous avons su gérer la maladie dans les centres urbains, nous faisons maintenant de même en zone rurale.



POUR CONTRER L'AVANCÉE DU COVID-19, NOUS MISONNONS SUR DES SOLUTIONS DIGITALES INNOVANTES, MADE IN RWANDA.

Vos quatre voisins ont-ils pris des mesures nécessaires et suffisantes pour faire face?

Il serait malvenu de ma part de porter quelque jugement que ce soit. Je constate de manière générale que, si chacun est conscient du problème, tout le monde ne réagit pas de la même manière. Certains sont dans le déni, d'autres non. Certains jouent la carte de la transparence quant au nombre de cas, d'autres moins. Ce que nous devons tous comprendre, c'est qu'aucun d'entre nous ne peut faire face seul à cette pandémie. L'attitude de chaque pays affecte les autres, et réciproquement. La coopération est donc absolument indispensable.

Le Rwanda a beaucoup misé sur le tourisme, qu'il s'agisse de l'écotourisme haut de gamme ou du tourisme de conférence. Or, ces deux secteurs sont très durement touchés par la crise. Comment comptez-vous limiter les dégâts?

D'abord, en encourageant les Rwandais eux-mêmes à visiter leur pays, au rythme du déconfinement des zones d'attraction touristique. Certes, beaucoup ne disposent pas de moyens financiers équivalents à ceux des visiteurs étrangers, mais peu est toujours

mieux que rien. Ensuite, en créant toutes les conditions, notamment sanitaires, pour que ces derniers puissent revenir au Rwanda en toute sécurité. Soit ils se font tester avant leur arrivée à Kigali, soit nous les testons sur place puisque nous en avons les moyens.

Plus que tout autre pays africain, vous avez fait le pari de l'économie digitale. Cela vous a-t-il permis de mieux combattre la pandémie?

Assurément, et cela nous aidera à reconstruire ce qui a été endommagé. Des solutions digitales innovantes made in Rwanda ont été créées pour tracer les mouvements du coronavirus à travers le pays. Elles nous ont permis de limiter les transmissions et les infections. C'est un secteur essentiel sur lequel nous allons nous appuyer pour faire redémarrer notre économie.

Sur le continent, des voix s'élèvent pour demander un moratoire sur le remboursement de la dette, voire l'annulation pure et simple de celle-ci. En faites-vous partie?

Il est clair que les pays pauvres qui sont contraints de consacrer leurs ressources budgétaires, limitées, au remboursement de la dette extérieure plutôt qu'à l'investissement ont un sérieux problème. Demander à nos créanciers de nous accorder du temps afin que nous puissions investir cet argent avant de les rembourser a donc un sens.

J'entends aussi ceux qui, parmi les pays riches, rétorquent que si nous ne les remboursons pas maintenant, rien ne prouve que nous pourrions le faire à l'avenir. D'où la nécessité d'une discussion, afin d'aboutir à une formule générale et consensuelle. Elle est en cours, et le Rwanda y participe, même si son propre taux d'endettement par rapport à son PIB est supportable. Notre sérieux et les performances de notre politique fiscale font que le FMI et la Banque mondiale ne nous ménagent pas leur appui. Lorsqu'ils nous prêtent de l'argent, nos créanciers savent que nous serons en mesure de les rembourser.

Le Burundi, avec qui vos relations sont depuis quelques années conflictuelles, a un nouveau président, Évariste Ndayishimiye. Le temps de la normalisation est-il venu?

C'est ce que nous avons toujours recherché, avec le Burundi comme avec tous nos voisins. Un nouveau président, c'est souvent l'occasion d'un nouveau départ. Prenez le cas de la RD Congo: nous sommes très heureux



SIMON WOHLEFARTH/AFP

Mesures de distanciation physique devant un arrêt de bus, à Kigali, le 4 mai, premier jour du déconfinement progressif.

de constater que, depuis l'arrivée de Félix Tshisekedi, notre coopération bilatérale s'est considérablement renforcée. En ira-t-il de même avec le Burundi? Je le souhaite. Certes, cela ne dépend pas de moi, mais de ce que pense et veut le gouvernement burundais.

Pour autant, notre objectif est clair: travailler en bonne intelligence avec un nouveau chef de l'État qui, je l'espère, partage notre conviction que c'est important et utile pour nos deux peuples et pour toute la région.

Connaissez-vous Évariste Ndayishimiye?

Nous nous sommes déjà rencontrés dans le passé, mais je ne le connais pas encore très bien. L'important n'est pas là. Nous nous connaissons mieux en avançant ensemble.

Selon plusieurs rapports récents émanant d'ONG et de la société civile congolaise, des soldats rwandais étaient présents dans le Nord-Kivu et le Sud-Kivu pour combattre les groupes rebelles. Que répondez-vous?

Apparemment, ces ONG sont beaucoup plus présentes sur ce terrain que nous ne le sommes... Comme je vous l'ai dit, la coopération entre le Rwanda et la RD Congo s'est améliorée, et il ne serait pas concevable que nous ayons des troupes dans ce pays sans son accord préalable.

Dans la mesure où, dans le cadre de cette coopération, la RD Congo nous dit qu'elle est en mesure de faire face à ce problème

d'insécurité qui nous concerne tous les deux depuis plus de vingt ans, nous sommes ravis. Nous partageons avec Kinshasa nos renseignements, ainsi que tout ce qui lui paraît utile pour l'aider à régler ce problème. Quant à ceux qui nous dénigrent à longueur de rapports et de communiqués, je constate que ce n'est pas la solution qui les intéresse, mais le problème. Leur objectif est qu'il persiste, en fonction d'agendas qui n'ont rien à voir avec la paix.

Quel danger représentent réellement des groupes rebelles comme les FDLR ou le RNC pour la sécurité du Rwanda?

En eux-mêmes, ces groupes ne constituent pas un gros risque. Leur capacité de nuisance intrinsèque est faible. Le problème est qu'ils sont manipulés, entretenus et en quelque sorte préservés pour servir les intérêts de pays ou d'organisations en Europe, en Amérique du Nord ou en Afrique. Leurs dirigeants sont soit des criminels impliqués dans le génocide, soit d'anciennes personnalités corrompues qui ont fui à l'étranger après avoir été démasquées.

Les uns et les autres usent de la même stratégie: ils se font passer pour des opposants politiques qui luttent en faveur de la démocratie et des droits de l'homme. La ficelle est grossière, mais ça marche, si l'on en juge par la complaisance des médias à leur égard. Cela en dit long sur le regard que certains posent encore sur l'Afrique en général et sur le Rwanda en particulier: aucun d'entre eux ne tolérerait →



Avec son homologue français et Louise Mushikiwabo (à g.), au salon VivaTech, à Paris, le 24 mai 2018.

→ qu'un génocidaire ou un escroc les dirige; en revanche, lorsqu'il s'agit d'un pays africain, où est le problème?

L'ancien chef d'état-major de l'armée, Faustin Kayumba Nyamwasa, qui vit en exil en Afrique du Sud, fait l'objet d'un mandat d'arrêt international émis par la justice rwandaise il y a un an et demi. Avez-vous renoncé à le voir extradé?

Si cela se fait, c'est une bonne chose. Mais ce n'est pas une priorité pour nous. L'important, ce sont nos bonnes relations avec l'Afrique du Sud. Nous avons dit clairement aux autorités de Pretoria que, si elles voulaient accorder à ce genre d'individu un statut de réfugié, cela ne nous posait pas de problème. À condition bien sûr que ce statut soit respecté et qu'il ne soit pas violé pour permettre à son détenteur de continuer à mener des activités hostiles à partir de l'étranger. Entre coopérer avec le Rwanda en tant que pays souverain et fermer les yeux sur les agissements de groupes nuisibles à ses intérêts, il faut choisir. On ne peut pas jouer sur les deux tableaux. C'est ce que nous avons dit aussi à l'Ouganda.

À ce propos, vos rapports avec le président Museveni semblent s'être un peu améliorés...

Sans doute parce que de part et d'autre nous avons en ce moment d'autres chats à fouetter, les choses paraissent, disons, plus calmes. Et

nous souhaitons que ce calme débouche sur une normalisation. Mais soyons réalistes: le problème demeure, un problème dont il est très difficile d'expliquer la genèse et la persistance, malgré tous les efforts consentis pour le résoudre.

Avez-vous été surpris par l'arrestation, en France, de Félicien Kabuga, le plus recherché des ex-génocidaires encore en fuite, après vingt-cinq ans de cavale?

Avec le temps, j'ai appris à ne plus être surpris de rien. Je n'ai donc été ni étonné ni excité. Il a été arrêté. Bien. Voyons ce qu'il va se passer.

Au cours de sa fuite, Kabuga a bénéficié de nombreuses complicités et de presque autant de passeports. Ne voulez-vous pas connaître la vérité?

Bien sûr que si. J'espère qu'elle éclatera et qu'elle débouchera sur l'audition des témoins de ses actes.

Pensez-vous qu'il puisse être jugé au Rwanda?

Ce serait évidemment l'idéal, afin que justice soit rendue au nom du peuple rwandais. Cela dit, un pas à la fois. Le fait qu'il soit transféré devant le mécanisme résiduel du tribunal pénal international d'Arusha serait déjà une bonne chose.



Avec le président congolais, Félix Tshisekedi, à New York, le 24 septembre 2019.

Autre « gros poisson » du génocide: Protais Mpiranya, qui était commandant de la garde présidentielle en 1994. Savez-vous où il se cache?

D'après nos informations, dans un pays d'Afrique australe, où il a son réseau et gère ses affaires. Il se déplace parfois en Afrique de l'Ouest, voire en Europe. Tôt ou tard, la justice le rattrapera.

Où en sont les relations entre le Rwanda et la France?

En progrès constant depuis l'élection du président Macron. Et très différentes de ce qu'elles ont pu être. Certes, cela ne dépend pas que de lui et de moi: il faut tenir compte d'un environnement politique plus large, qui contribue à déterminer le rythme de nos progrès. Mais la volonté est présente des deux côtés. Et ce n'est sans doute pas un hasard si les rapports entre la France et l'Afrique ont également changé, pour le meilleur. En ce qui concerne le Rwanda, je perçois ces relations comme quelque chose de complètement nouveau et redéfini. Je crois que le passé est derrière nous.

Sauf que le passé risque de ressurgir dès le 3 juillet, à Paris, avec le jugement en appel sur le dossier de l'attentat du 6 avril 1994. Si la cour décidait de le rouvrir plutôt que de confirmer le non-lieu, comment réagiriez-vous?

De quel dossier parlez-vous? Sur quelles bases? Je ne comprends pas. Qu'espère-t-on découvrir qui n'ait été dit et soldé depuis des années? Vouloir rouvrir un dossier classé, c'est vouloir créer des problèmes. Et pourquoi en France? Par qui, et à quel titre? Donc oui, c'est selon. Si ces choses ne sont pas définitivement éclaircies, nos relations risquent fort d'en pâtir d'une manière ou d'une autre. À quel niveau, je l'ignore encore. Cela dépendra vraiment des implications de ce dossier.

Que répondez-vous à ceux qui, en France, pensent que vous n'aimez ni leur pays ni leur langue en raison du rôle joué par certains responsables français pendant le génocide?

Je pourrais répondre à cette question par une autre: les Français aiment-ils les Rwandais et, si oui, pourquoi n'apprennent-ils pas le kinyarwanda? Je ne vois pas qui est fondé à me demander ce que j'aime ou ce que je n'aime pas, encore moins à exiger de moi que je le considère comme mon supérieur et mon sauveur. Mon ADN, mon éducation, mes luttes, l'histoire de mon pays, celle de l'Afrique font que je n'accepte pas ce type d'injonctions. Cela m'a causé beaucoup de problèmes dans ma vie, mais je ne le regrette pas. Ce sont des problèmes... positifs.

L'usage du français progresse-t-il au Rwanda depuis l'arrivée de Louise Mushikiwabo à la tête de l'Organisation internationale de la francophonie?

Ce sont deux choses différentes. Quelle que soit l'identité de la personne qui dirige l'OIF, je souhaite que l'usage du français soit plus répandu au Rwanda et que sa qualité s'améliore: jusqu'à il y a peu, le français parlé communément ici était médiocre. Je souhaite aussi qu'il s'étende à ceux qui, comme moi, ne l'ont jamais parlé. Quant à Louise Mushikiwabo, je pense qu'elle fait du bon travail à l'OIF, tout comme elle faisait du bon travail en tant que ministre des Affaires étrangères. Je n'ai

aucun doute sur son apport positif, tant pour l'Organisation que pour la francophonie ou les relations entre la France et le Rwanda.

Comment expliquez-vous alors le fait que Paris n'a toujours pas désigné d'ambassadeur

L'ARRESTATION DE KABUGA NE M'A NI SURPRIS NI EXCITÉ. AVEC LE TEMPS, J'AI APPRIS À NE PLUS ÊTRE SURPRIS DE RIEN.

à Kigali, cinq ans après le départ du dernier titulaire du poste ?

Il ne vous a pas échappé qu'il ne me revient pas de nommer les ambassadeurs au Rwanda. Je ne peux donc pas répondre. Mais je suis sûr que les dirigeants français y pensent et qu'ils connaissent les raisons de ce délai. L'ambassadeur qui me concerne, lui, est déjà en poste à Paris.

Fatou Bensouda, la procureure générale de la Cour pénale internationale, va être remplacée à la fin de 2020. Quels conseils donneriez-vous à son successeur pour réparer le lien entre la CPI et l'Afrique ?

Ce n'est pas un problème de personne, mais une affaire de réforme structurelle. La CPI a été fondée sur la base d'un consensus et d'un engagement : celui de traiter tous les justiciables sur une base égalitaire. En pratique, elle fonctionne comme si elle avait été créée par les puissants contre les faibles, au point d'en être réduite à une cour où l'on ne juge que des Africains ou presque. C'est ce qu'il faut changer, en rétablissant les principes fondamentaux.

Les organisations de défense des droits de l'homme critiquent régulièrement votre bilan en matière de respect des libertés, ainsi que votre conception de la démocratie. Comment expliquez-vous la persistance de ces accusations ?

Par le sentiment de culpabilité qu'éprouvent ces gens vis-à-vis du Rwanda. Qui peut soutenir sans honte que les tragédies qu'a vécues ce pays depuis l'époque coloniale sont de la responsabilité exclusive des Rwandais ? Souvenez-vous de Habyarimana : c'était un démocrate aux yeux des Européens et des dirigeants de l'époque, en France, qui le soutenaient alors que chacun sait aujourd'hui que lui et ceux qui l'entouraient sont les responsables du génocide contre les Tutsis. En revanche, ceux qui ont mis un terme à ces atrocités au péril de leur vie sont considérés par les organisations dont vous parlez comme des violeurs de droits de l'homme. C'est un non-sens et une stupidité absolus !

Le jour du Jugement dernier, je crois que j'obtiendrai de bien meilleures notes que ceux qui osent nous condamner au nom des libertés. Je me suis infiniment plus battu pour la liberté et les droits du peuple que tous ces donneurs de leçons réunis. Certes, nous ne sommes pas parfaits, car personne ne l'est.



VILLAGE URUGWIRO

Face à François Soudan (*Jeune Afrique*) et à Nicholas Norbrook (*The Africa Report*), le 19 juin.

Mais qui peut nier que le Rwanda n'a jamais été un meilleur endroit qu'aujourd'hui ?

Depuis sa libération, l'opposante Victoire Ingabire se dit persécutée par la police et la justice, tout comme les membres de son parti. Quel problème politique avez-vous avec elle ?

Il n'y a pas si longtemps, cette dame a été jugée et condamnée pour complicité avec les groupes armés dont nous avons déjà parlé et qui écument la région. Les faits qui lui ont été reprochés, fruités d'informations obtenues par nous mais aussi par les polices d'autres pays, notamment européens, sont indiscutables. Son procès, auquel journalistes, diplomates et observateurs ont assisté, a été transparent. Elle est allée en prison, et, il y a deux ans, je l'ai graciée. Nous lui avons pardonné, tout comme nous avons pardonné à tant de génocidaires dans le passé, en les libérant à mi-peine et en leur souhaitant de redémarrer une nouvelle vie.

Le problème est qu'à peine sortie de prison Ingabire a récidivé. Elle a renoué les mêmes contacts avec les mêmes groupes armés, encouragée en cela par ceux qui, de l'extérieur, lui font croire qu'elle est une héroïne et une combattante de la liberté. Sans doute pensent-ils que les Rwandais méritent d'être dirigés par une personne de cette trempe, extrémiste et sectaire. J'ignore ce que la justice décidera en ce qui la concerne et ce qu'il va se passer. Mais une chose est sûre : elle sera remise à sa juste place, quel que soit le tapage délibérément organisé autour de son cas.

Autre cas, celui du chanteur et opposant Kizito Mihigo, décédé en prison en février dernier – un suicide, selon la police. Comment ne pas évoquer, à son propos, un tragique gâchis ?

Si gâchis il y a, il en a été le seul responsable. Que vous soyez chanteur ou Prix Nobel, si vous gâchez votre vie, c'est votre gâchis. Kizito m'a été présenté par une connaissance commune, qui m'avait vanté ses dons d'interprète et de compositeur. J'ai décidé de l'aider. Nous lui avons payé ses études en Belgique puis en France, et, à son retour au pays, le gouvernement a continué de le soutenir et de mettre à profit ses talents. Sauf qu'à un certain moment et pour des raisons que j'ignore il a noué des relations avec les mêmes groupes hostiles qu'Ingabire. Comme elle, il a été arrêté, jugé, condamné, emprisonné, gracié. Et, comme elle, il a récidivé après sa libération. La suite, vous la connaissez : la police l'a interpellé alors qu'il s'apprêtait à franchir illégalement la frontière avec le Burundi. Ce sont les faits, il n'y en a pas d'autres. C'est son gâchis.

La mort de George Floyd, aux États-Unis, a suscité une émotion planétaire. Éprouvez-vous de la sympathie pour le mouvement Black Lives Matter ?

Oui, pour ce que ce slogan signifie, c'est évident. On ne peut pas singulariser le peuple noir et lui dénier ses droits. Pour nous, Rwandais, cette exigence de justice rejoint le combat que nous avons eu à mener. Mais il y a aussi cette question à laquelle Black Lives Matter cherche une réponse et qui nous concerne tous : pourquoi, aux yeux de certains, la vie des Noirs ne compte-t-elle pas ? Quelle en est l'explication, la justification ?

Pour le reste, vous connaissez mes réserves à propos de ceux qui, de l'extérieur, donnent des leçons de droits de l'homme. Je constate simplement que, dans le pays dont vous parlez, ce qui est arrivé à George Floyd est arrivé à bien d'autres avant lui. Ce n'est donc pas l'affaire d'une administration en particulier, mais un héritage historique qu'il convient de solder.

Le directeur de l'OMS, l'Éthiopien Tedros Ghebreyesus, fait l'objet de vives critiques de la part des États-Unis pour sa gestion de la pandémie de coronavirus. On lui reproche notamment son tropisme chinois. Comment jugez-vous ses résultats ?

Question simple : pouvez-vous me citer le nom d'un seul responsable qui, depuis le début de cette pandémie, a coché toutes les

cases de la perfection ? Personnellement, je n'en vois aucun. Alors oui, il est possible que Tedros Ghebreyesus n'ait pas réussi dans tous les domaines. Mais si Tedros dirige l'OMS, il n'est pas l'OMS. Le directeur de cette organisation n'a ni le pouvoir ni l'autorité d'obliger quelque pays que ce soit à faire ce qu'il recommande. Il peut juste humblement donner des conseils et – littéralement – mendier quelques informations et les subsides nécessaires à son fonctionnement.

Ce qui est clair, en revanche, c'est que la Chine et les États-Unis ont transféré leur rivalité sur le ring de l'OMS, avec le docteur Tedros dans le rôle du *punching bag*. Tout cela est complètement disproportionné par rapport à ce que lui et son organisation sont en réalité.

Dans ce bras de fer planétaire entre les États-Unis et la Chine, où l'Afrique doit-elle se situer ?

L'erreur à éviter absolument serait de prendre parti, comme à l'époque de la guerre froide. Si vous exprimez un point de vue tranché en faveur d'un camp, l'autre s'estimera fondé à porter atteinte à vos intérêts d'une façon ou d'une autre, parfois avec beaucoup de subtilité. L'important pour l'Afrique est de départager d'une manière claire ce qui est bon et ce qui est mauvais pour elle. Certes, il est possible que, ce faisant, l'une ou l'autre de ces grandes puissances se sente lésée et réagisse de la manière que je viens de décrire. Mais, au moins, il apparaîtra que vous défendez vos propres intérêts et que ce n'est pas vous qui êtes à l'origine du problème. Ne pas se laisser entraîner ni piéger, donc.

D'autant que l'Afrique a besoin de coopérer avec tout le monde : États-Unis, Chine, Russie, Europe...

Chacun sait que vous êtes un fan de l'équipe des Gunners d'Arsenal, dont le Rwanda Development Board est l'un des sponsors. Problème : le RDB sponsorise également le Paris-Saint-Germain. Si un match opposait les deux formations, laquelle soutiendriez-vous ?

Je resterais neutre. Avec un regard de supporter averti du football, en pointant les erreurs techniques de part et d'autre, et en applaudissant les exploits des uns et des autres. C'est comme si vous me demandiez de choisir entre la Chine et les États-Unis : je ne choisis pas. C'est du 50-50.

ME DEMANDER DE CHOISIR ENTRE ARSENAL ET LE PSG, C'EST COMME ME DEMANDER DE CHOISIR ENTRE LA CHINE ET LES USA. JE NE CHOISIS PAS.